

31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris

Paris le 5 décembre 2018

Communiqué de presse

Annonces gouvernementales : Cours Macron, cours !

Il aura fallu trois semaines au gouvernement pour sortir de son chapeau des « suspensions » de mises en place de nouvelles taxes suite à la mobilisation des gilets jaunes. Et que dire de ces suspensions sinon que les taxes qu'elles concernent s'appliqueront quand même, mais plus tard... Ce gouvernement croit-il réellement que cela va calmer la colère des centaines de milliers de personnes qui mettent en avant l'injustice sociale à laquelle elles sont confrontées ?

Un moratoire de six mois, le temps de consulter sur les territoires la future mise en application des taxes prévues. Gel, pendant l'hiver, des futures hausses d'électricité et de gaz prévues au premier semestre 2019. Un gel pendant l'hiver, c'est de l'humour climatique ? Le renoncement provisoire aux nouvelles modalités de contrôle technique des voitures. La mise en place d'un débat sur la fiscalité, avec des concertations locales, pendant quelques mois, histoire de bien noyer le poisson et de se gagner un délai. Et le retour de l'ISF ? ben non. Et la hausse des salaires ? ben rien. Et celles des pensions, des minima sociaux ? toujours rien... Dans le même temps les député.es En marche votaient lundi quelques dizaines de milliards de plus pour les entreprises. Ce gouvernement dispose d'un stock inépuisable de poudres de perlimpinpin... Edouard Philippe annonce ainsi aux député.es qu'il est hors de question de laisser filer la dette publique, alors que dans le même temps, l'Élysée dépense 500 000 € en rénovation de rideaux et moquettes !

Répondre ainsi aux attentes exprimées sur le niveau de vie, après des années d'austérité pour la majeure partie de la population, de destruction des services publics et donc de leur accès, de retard pris en matière de transition écologique revient à nier la colère exprimée ces dernières semaines comme ces dernières années. Cette colère demande la justice sociale, comme élément fondamental. Elle dit l'impossibilité de souffrir plus longtemps des privations imposées par l'avidité des plus riches. Qui peut croire que ce gouvernement s'en sortira en bottant ainsi en touche aussi grossièrement ?

Pour notre Union, le mouvement syndical doit agir pour faire grandir le rapport de force, avec toutes celles et tous ceux qui luttent, sur des revendications communes : pour des mesures de justice fiscale, pour augmenter le SMIC, les salaires et minima sociaux, en renonçant à la CSG pour les retraité.es, en développant des services publics au plus près des personnes et des emplois climatiques, en taxant le transport maritime et aérien, en revenant sur la réforme des lycées, la sélection pour les étranger.es et la hausse des frais d'inscription à l'entrée de l'université, le service universel, en renonçant à la réforme de l'assurance chômage, et celle des retraites dont tout le monde comprend bien qu'elle est un leurre d'égalité...

La période doit privilégier la convergence des mobilisations sur des bases de justice sociale. Pour faire plier ce gouvernement et changer les politiques mises en oeuvre, il s'agit de construire rapidement une journée de grève générale.